

MÉ MORANDUM D'ENTENTE

ENTRE

**L'AGENCE NATIONALE D'AVIATION CIVILE
DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL**

ET

**LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AVIATION CIVILE
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

CONSIDÉRANT QUE l'Agence Nationale d'Aviation Civile du Brésil (« ANAC ») et la Direction Générale de l'Aviation Civile de la République Française (« DGAC »), ci-après collectivement dénommées les « Parties », et individuellement, la « Partie », partagent un objectif commun de promotion et de développement d'une coopération managériale, technique et opérationnelle dans les domaines de l'aviation civile ;

GARDANT À L'ESPRIT que l'ANAC s'est montrée intéressée par un perfectionnement de l'expertise de son personnel et par l'entraînement de ses nouveaux professionnels, raison pour laquelle elle a établi ces derniers temps des accords de coopération durables avec des partenaires clés ;

CONSIDÉRANT les avantages pouvant être tirés d'une coopération entre l'ANAC et la DGAC dans les différents domaines de l'aviation civile ;

l'ANAC et la DGAC **ONT DECIDÉ** de signer le présent Mé morandum d'Entente (« MoU »), comme suit :

SECTION I — OBJECTIF

A. Le présent MoU définit les termes et les conditions sous lesquelles la DGAC et l'ANAC mettront en place des actions de coopération techniques consacrées au développement, à la modernisation, à l'opération et à l'entretien de leurs systèmes d'aviation civile respectifs. Ces actions pourront inclure les thèmes suivants :

- Infrastructure ;
- Sécurité opérationnelle ;
- Sûreté de l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite ;
- Aéronavigabilité ;
- Environnement ;
- Formation et entraînement ;
- et autres domaines convenus d'un commun accord.



B. À cet effet, la DGAC et l'ANAC entendent fournir, sous réserve de disponibilité des fonds appropriés et des ressources nécessaires, du personnel et des services s'y rapportant en vue de mettre en œuvre les actions de coopération visées par ce MoU.

C. Notamment dans la mise en œuvre des objectifs énoncés dans le présent MoU, la DGAC travaillera en étroite collaboration avec les universités françaises, notamment avec l'École Nationale de l'Aviation Civile (« ENAC »), un établissement public rattaché au Ministère des Transports français qui est chargé de fournir une formation ab-initio et en continu au personnel technique de la DGAC.

SECTION II — CHAMP DE COOPÉRATION

A. Dans le cadre de ce MoU, les Parties s'accordent à entreprendre des initiatives de coopération au moyen des actions qui suivent :

- i. en procédant à un échange d'informations sur les meilleures pratiques de gestion et de réglementation du transport aérien ;
- ii. en procédant à un échange d'experts et/ou de formateurs lors de missions de formation au Brésil ou en France ;
- iii. en procédant, de façon régulière, à un échange d'agents à des fins de formation, notamment lors de formations organisées par l'ENAC à Toulouse, ou par d'autres établissements de formation français ;
- iv. en organisant à Toulouse, au Brésil, ou à tout autre endroit convenu entre les Parties, des formations spécifiques dispensées par l'ENAC, au profit du personnel de l'ANAC ;
- v. en développant des études au profit des Parties.

B. Les initiatives ponctuelles devant être mises en place dans le cadre du présent MoU sont définies dans les annexes et les appendices. Ces annexes et appendices décriront l'initiative elle-même, ainsi que le personnel et les autres ressources nécessaires à l'accomplissement des objectifs énoncés. Une fois signés par les représentants dûment autorisés des Parties, ces annexes et appendices feront partie du présent Mémoire.

SECTION III — MISE EN ŒUVRE

A. Le service au sein de l'ANAC désigné pour la coordination et la gestion du présent Mémoire, auquel toutes les communications prévues ici devront être faites, est le suivant :

Agência Nacional de Aviação Civil
Superintendência de Relações Internacionais
Setor Comercial Sul – Qd 09 – Lote C
Ed. Parque Cidade Corporate – Torre A , 4º Andar
Brasília – Distrito Federal
CEP: 70.308-200
Téléphone : +55 61 3314-4531
Fax : +55 21 3501-5152

B. Le service au sein de la DGAC désigné pour la coordination et la gestion du présent Mémoire, auquel toutes les communications prévues ici devront être faites, est le suivant :

Direction Générale de l'Aviation Civile

B. Les frais de chaque activité (formation de personnel, déplacement et hébergement) sont à convenir entre l'ANAC et la DGAC, étant décrits dans les Annexes et les Appendices du présent MoU.

SECTION VI— CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

A. Toute information échangée et toute technique développée ensemble dans le cadre du présent MoU ne pourra être communiquée à tout autre pays sans l'autorisation écrite préalable de l'autre Partie.

B. Le droit d'auteur sur tous documents, logiciels et/ou manuels préexistants à l'entrée en vigueur du présent MoU appartient à la Partie ayant développé ces documents, logiciels et/ou manuels.

C. Sauf obtention d'une autorisation écrite préalable, les Parties s'abstiennent d'utiliser, de copier ou de diffuser ces documents et ces informations, à moins que cela ne soit strictement nécessaire pour que les objectifs du présent MoU soient atteints.

D. Sans préjudice ou limitation de tout ce qui précède, cette documentation doit être immédiatement restituée à la Partie détentrice des droits d'auteur immédiatement après l'expiration ou de la résiliation du présent MoU.

SECTION VII — CONFORMITÉ AUX LOIS

A. Toutes les activités relevant du présent Mémoire doivent être menées en conformité avec les lois et les réglementations nationales des Parties.

SECTION VIII — RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS

A. Tout différend découlant de l'interprétation ou de la mise en œuvre du présent MoU sera réglé à l'amiable, par voie de consultations entre les Parties.

SECTION IX— MODIFICATIONS

A. Le présent MoU peut être modifié d'un commun accord par les Parties. De telles modifications entreront en vigueur dès lors qu'un accord écrit approprié aura été signé par des représentants dûment autorisés de la DGAC et de l'ANAC.

SECTION X: LA PRISE D'EFFET ET LA DURÉE

A. Le présent Mémoire d'Entente prend effet à compter de la date de sa signature par les autorités dûment autorisées de l'ANAC et de la DGAC, et reste valable pendant 04 (quatre) ans.

B. Le présent MoU peut être reconduit par un accord écrit signé par les deux Parties.


C. Les Parties peuvent à tout moment mener à terme le présent Mémoire ou ses annexes ou appendices, moyennant un préavis écrit de 120 (cent vingt) jours à l'autre Partie.

D. Les Parties reconnaissent que cette mise à terme ne doit pas nuire aux activités en cours ou déjà planifiées, conduites en conformité avec la SECTION II du présent Mémoire d'Entente, sauf accord contraire par les Parties.

E. Le présent Mémoire d'Entente ne crée aucun droit ni aucune obligation en vertu du droit international.

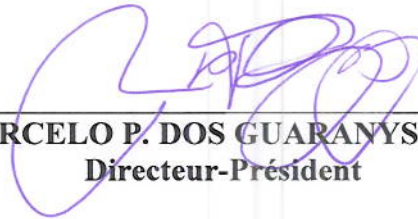
EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé le présent Mémoire d'Entente en deux exemplaires, à _____, le _____ 2013, en langue française et portugaise.

**DIRECTION GÉNÉRALE DE
L'AVIATION CIVILE DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**



PATRICK GANDIL
Directeur-Général

**AGENCE NATIONALE D'AVIATION
CIVILE DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL**



MARCELO P. DOS GUARANY'S
Directeur-Président

MEMORANDO DE ENTENDIMENTO

ENTRE

**A AGÊNCIA NACIONAL DE AVIAÇÃO CIVIL
DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL**

E

**A DIREÇÃO-GERAL DE AVIAÇÃO CIVIL
DA REPÚBLICA FRANCESA**

CONSIDERANDO QUE a Agência Nacional de Aviação Civil do Brasil (“ANAC”) e a Direção-Geral de Aviação Civil da República Francesa (“DGAC”), doravante coletivamente denominadas “Participantes” e individualmente como “Participante”, compartilham o objetivo comum de promover e desenvolver cooperação gerencial, técnica e operacional nos campos da aviação civil;

TENDO EM MENTE que a ANAC demonstrou interesse no aprimoramento da expertise de seu quadro técnico e no treinamento de novos profissionais, motivo pelo qual tem estabelecido acordos de cooperação duradouros junto a parceiros-chave;

CONSIDERANDO os benefícios que podem ser obtidos da cooperação entre a ANAC e a DGAC, nos diversos campos da aviação civil;

DECIDEM a ANAC e a DGAC firmar o presente Memorando de Entendimento (“MoU”), como se segue:

SEÇÃO I — OBJETIVO

A. O presente MoU estabelece os termos e condições sob os quais a ANAC e a DGAC realizarão ações de cooperação técnica voltados ao desenvolvimento, modernização, operação e manutenção de seus respectivos sistemas de aviação civil. Tais ações poderão incluir os seguintes temas:

- Infraestrutura;
- Segurança operacional;
- Segurança da aviação civil contra atos de interferência ilícita;
- Aeronavegabilidade;
- Meio ambiente;
- Formação e treinamento e;
- Outras áreas, conforme mutuamente acordado.

B. Para este efeito, a ANAC e a DGAC tencionam, ressalvando-se a disponibilidade de fundos apropriados e recursos necessários, fornecer pessoal e serviços relacionados para a execução das ações de cooperação abrangidas pelo presente MoU.



C. Em especial, na implementação dos objetivos enunciados no presente MoU, a DGAC trabalhará em estreita colaboração com universidades francesas e, em especial, com a École Nationale de l'Aviation Civile ("ENAC"), uma instituição pública do Ministério dos Transportes da França, que se encarrega de fornecer formação ab-initio e contínua ao quadro técnico da DGAC.

SEÇÃO II — ESCOPO DE COOPERAÇÃO

A. No âmbito deste MoU, os Participantes concordam em implementar iniciativas de cooperação por meio das seguintes ações:

- i. procedendo ao intercâmbio de informações sobre as melhores práticas de gestão e regulação do transporte aéreo;
- ii. procedendo ao intercâmbio de peritos e/ou instrutores para missões de treinamento no Brasil ou na França;
- iii. procedendo, de forma regular, ao intercâmbio de servidores para fins de treinamento, em especial, em cursos organizados pela ENAC, em Toulouse, ou outras instituições de formação francesas;
- iv. organizando, em Toulouse, no Brasil ou em qualquer outro lugar acordado pelos Participantes, cursos específicos ministrados pela ENAC, em benefício do quadro da ANAC;
- v. desenvolvendo estudos em benefício das Participantes.

B. Iniciativas específicas a serem realizadas no âmbito do presente MoU serão estabelecidas em anexos e apêndices. Estes anexos e apêndices descreverão a própria iniciativa, assim como o pessoal e outros recursos necessários à consecução dos objetivos propostos. Quando assinados pelos representantes devidamente autorizados dos Participantes, esses anexos e apêndices tornar-se-ão parte integrante do presente Memorando.

SEÇÃO III — IMPLEMENTAÇÃO

A. A unidade designada pela ANAC para a coordenação e gestão do presente Memorando, à qual todas as comunicações aqui previstas devem ser feitas, é a seguinte:

Agência Nacional de Aviação Civil
Superintendência de Relações Internacionais
Setor Comercial Sul – Qd 09 – Lote C
Ed. Parque Cidade Corporate – Torre A , 4º Andar
Brasília – Distrito Federal
CEP: 70.308-200
Telefone: +55 61 3314-4531
Fax: +55 21 3501-5152

B. A unidade designada pela DGAC para a coordenação e gestão do presente Memorando, à qual todas as comunicações aqui previstas devem ser feitas, é a seguinte:

Direction Générale de l'Aviation Civile
Mission Coopération Internationale
50 Rue Henry Farman
75720 Paris cedex 15



Telefone: +33 1 58 09 37 32

Fax: +33 1 58 09 40 16

SEÇÃO IV — COMITÊ COORDENADOR

A. Os Participantes concordam em estabelecer um Comitê Coordenador, com vistas a:

- i. definir e atualizar os programas anuais de cooperação;
- ii. enunciar possíveis fontes/modos de financiamento para os programas de cooperação;
- iii. revisar a execução dos programas de cooperação em andamento;
- iv. examinar todas as questões que possam resultar da execução do presente MoU.

B. Cada Participante poderá nomear pelo menos três representantes e seus respectivos suplentes, designando um destes representantes como chefe da delegação daquele Participante. As reuniões do Comitê Coordenador serão co-presididas pelos chefes de ambas as delegações.

C. O chefe de delegação poderá incorporar assessores à sua delegação.

D. Cada Participante comunicará ao outro Participante os seus representantes e suplentes no Comitê Coordenador, no prazo de um mês após a assinatura do presente MoU. Os Participantes poderão a qualquer momento substituir seus representantes e suplentes do Comitê, conquanto essas mudanças sejam devidamente comunicadas ao outro Participante.

E. O Comitê Coordenador utilizará meios eletrônicos de comunicação sempre que possível e reunir-se-á de forma presencial ao menos uma vez a cada dois anos, alternadamente na França e no Brasil, salvo acordo em contrário entre os Participantes. O local da primeira reunião deverá ser acordado pelos Participantes por consenso.

F. Todas as decisões do Comitê Coordenador devem ser tomadas com base no consentimento mútuo. Caso o Comitê Coordenador não logre chegar a tal consenso, o assunto será relatado aos Participantes pelos chefes de suas respectivas delegações para discussão posterior.

G. Caso necessário, e em conformidade com a presente SEÇÃO, o Comitê Coordenador definirá seus procedimentos para todas as questões relativas às reuniões de coordenação.

H. Cada Participante responsabilizar-se-á por seus próprios custos e despesas referentes à participação de sua delegação nas sessões do Comitê Coordenador.

I. O Participante que sediar uma sessão do Comitê Coordenador assumirá os custos associados ao fornecimento de suporte apropriado à reunião, ao preparo e distribuição das pautas, e à redação e distribuição das atas.

SEÇÃO V — ASPECTOS FINANCEIROS

A. Toda atividade realizada no âmbito do presente MoU, de seus Anexos ou Apêndices, está sujeita à disponibilidade de fundos e demais recursos ou pessoal necessários.

B. Os custos de cada atividade (formação de pessoal, deslocamento e alojamento) serão acordados pela ANAC e pela DGAC, sendo descritos nos Anexos e Apêndices ao presente MoU.



SEÇÃO VI — CONFIDENCIALIDADE E PROPRIEDADE INTELECTUAL

A. Todas as informações trocadas e todas as técnicas desenvolvidas conjuntamente no âmbito do presente MoU não deverão ser divulgadas a qualquer outro país sem prévia autorização por escrito do outro Participante.

B. Os direitos autorais sobre qualquer documentação, software e/ou manuais pré-existentes à entrada em vigor do presente MoU pertencem ao Participante que desenvolveu tal documentação, software e/ou manuais.

C. Salvo obtenção de prévia autorização por escrito, os Participantes abster-se-ão de utilizar, copiar ou divulgar esses documentos e informações, a menos de que seja estritamente necessário para alcançar os objetivos do presente MoU.

D. Sem prejuízo ou limitação de todo o exposto acima, essa documentação deve ser imediatamente restituída ao Participante detentor dos direitos autorais imediatamente após o término ou rescisão do presente MoU.

SEÇÃO VII — OBSERVÂNCIA DAS LEIS

A. Todas as atividades referentes ao presente Memorando deverão ser conduzidas em observância às leis e regulamentações nacionais dos Participantes.

SEÇÃO VIII — RESOLUÇÃO DE DIVERGÊNCIAS

A. Qualquer divergência decorrente da interpretação ou implementação do presente MoU será resolvida amigavelmente por meio de consultas entre os Participantes.

SEÇÃO IX — EMENDAS

A. O presente MoU poderá ser emendado por consentimento mútuo entre os Participantes. Tais emendas entrarão em vigor tão logo um acordo escrito apropriado seja assinado por representantes devidamente autorizados da ANAC e da DGAC.

SEÇÃO X: EFETIVIDADE E DURAÇÃO

A. O presente Memorando de Entendimento produzirá efeitos a partir da data de sua assinatura pelas autoridades devidamente autorizadas da ANAC e da DGAC, permanecendo válido durante 04 (quatro) anos.

B. O presente MoU poderá ser renovado por acordo escrito assinado por ambos os Participantes.

C. Os Participantes poderão a qualquer momento terminar o presente Memorando, seus anexos ou apêndices, mediante aviso prévio ao outro Participante, por escrito, com 120 (cento e vinte) dias de antecedência.



D. Os Participantes reconhecem que este término não deve interferir nas atividades em andamento ou já planejadas, conduzidas em conformidade com a SEÇÃO II do presente Memorando de Entendimento, salvo acordado em contrário pelos Participantes.

E. O presente Memorando de Entendimento não cria quaisquer direitos ou obrigações sob o direito internacional.

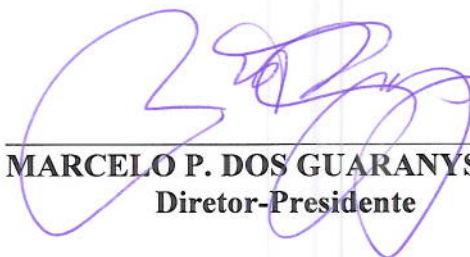
EM FÉ DO QUE, os abaixo-assinados firmaram o presente Memorando de Entendimento em dois exemplares, em _____, em _____ de _____ de 2013, nas línguas francesa e portuguesa.

**DIREÇÃO-GERAL DE AVIAÇÃO CIVIL
DA REPÚBLICA FRANCESA**



PATRICK GANDIL
Diretor-Geral

**AGÊNCIA NACIONAL DE AVIAÇÃO
CIVIL DA REPÚBLICA FEDERATIVA
DO BRASIL**



MARCELO P. DOS GUARANY'S
Diretor-Presidente